

Renseignements généraux

Qui doit remplir cette demande ?

Vous pouvez présenter une demande de sélection permanente à titre d'entrepreneur si vous avez au moins 18 ans et l'intention de vous établir au Québec pour y démarrer ou reprendre une entreprise, selon votre profil et conformément aux exigences du volet du programme que vous avez choisi.

Vous devez présenter une seule demande de sélection permanente à titre de personne requérante principale et, le cas échéant, pour votre époux(-se) ou votre conjoint(e) de fait et pour vos enfants à charge qui vous accompagnent.

Marche à suivre

Vous devez remplir les parties 1 et 2 du formulaire *Demande de sélection permanente – Programme des entrepreneurs* en vous référant à la section Renseignements généraux. Vous devez également remplir l'annexe concernant le volet du programme que vous avez choisi.

Rassemblez tous les documents demandés dans le format exigé. Consultez, lorsque précisé, la Liste des autorités reconnues par le Ministère pour certifier conformes des documents au www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/liste-autorites-reconnues.

Dans le cas où vous avez plus d'une citoyenneté, vous devez fournir une lettre signée indiquant clairement la citoyenneté que vous choisissez pour l'examen de votre demande.

Placez vos documents et vos pièces justificatives dans l'ordre suivant et identifiez-les par un onglet portant le numéro correspondant à celui de la liste documentaire :

- Le paiement des droits exigibles¹;
- La lettre signée indiquant la citoyenneté choisie pour l'examen de votre demande, le cas échéant;
- Les parties 1 et 2 remplies et signées;
- L'annexe du volet du programme que vous avez choisi, remplie;
- Les autres documents et les pièces justificatives dans l'ordre indiqué dans la partie 2.

 **Votre demande doit être complète**, sans quoi elle vous sera retournée. Assurez-vous de conserver une copie de tous les documents que vous soumettez au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (Ministère).

Les signatures sur les formulaires, déclarations et documents exigés doivent être manuscrites. Les signatures électroniques suivantes sont aussi acceptées :

- Une signature manuscrite apposée à l'aide d'un accessoire technologique (p. ex. : un stylet, un écran tactile ou une souris);
- Une signature manuscrite numérisée (p.ex. : l'apposition de l'image d'une signature).

Les signatures numériques (générées grâce à un certificat numérique produit au moyen d'un outil spécialisé) ou dactylographiées ne sont pas acceptées.

Si vous n'êtes pas en mesure de présenter un document qui s'applique à votre situation, vous devez fournir un document de remplacement et joindre une lettre explicative. Le document de remplacement et la lettre explicative doivent être classés à la place du document qu'ils remplacent. Si vous n'êtes pas en mesure de présenter un document de remplacement, vous devez fournir une explication détaillée.

Faites parvenir votre envoi à l'adresse suivante :

Direction du regroupement familial et de l'enregistrement
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
207-1200, boulevard Saint-Laurent
Montréal (Québec) H2X 0C9
CANADA

1. Les droits exigibles de votre demande ne sont pas remboursables. Pour connaître les droits exigibles ainsi que les modes de paiement acceptés, consultez le site Web du Ministère.

Important

Vous devez informer le Ministère de tout changement aux réponses indiquées dans votre demande dans les 30 jours suivant ce changement. Veuillez consulter le site Web du Ministère pour plus de détails.

Vous devez satisfaire aux conditions de sélection requises pendant le traitement de votre demande et après son acceptation. Le Ministère peut annuler une décision lorsque les conditions requises pour la prise d'une décision favorable cessent d'exister.

Attestation d'apprentissage des valeurs démocratiques et des valeurs québécoises exprimées par la *Charte des droits et libertés de la personne*

L'attestation de l'apprentissage des valeurs démocratiques et des valeurs québécoises exprimées par la *Charte des droits et libertés de la personne* doit être présentée à la suite de la demande du Ministère. Au moment opportun, une demande à fournir votre attestation vous sera envoyée par courriel. À partir de cette date, vous aurez 60 jours pour obtenir votre attestation d'apprentissage des valeurs démocratiques et des valeurs québécoises. Selon votre permis de séjour, deux moyens s'offrent à vous, soit réaliser l'évaluation en ligne ou assister à la session d'information Objectif Intégration.

Si vous avez un permis d'études ou un permis de travail valide, vous pouvez fournir votre attestation d'apprentissage des valeurs démocratiques et des valeurs québécoises au moment de la présentation de votre demande de sélection permanente.

Pour de plus amples informations, veuillez-vous référer aux pages Web du Ministère :

- Attestation d'apprentissage des valeurs démocratiques et des valeurs québécoises : <http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/immigrer-installer/attestation-valeurs.html>;
- Objectif Intégration : <https://services.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/region/sessions-information/objectif-integration.html>.

Une fois que vous aurez réalisé l'évaluation en ligne ou assisté à la session d'information Objectif Intégration, votre attestation de l'apprentissage des valeurs démocratiques et des valeurs québécoises sera transmise automatiquement au Ministère.

Copie certifiée conforme

Le format « copie certifiée conforme » indique que la copie du document que vous soumettez doit obligatoirement avoir été certifiée conforme à l'original, soit par l'émetteur du document, soit par une autorité reconnue du pays ou du territoire qui a délivré le document.

Pour connaître les exigences liées au format « copie certifiée conforme », consultez le site Web du Ministère au www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/informations/exigences-documentaires.html. Pour connaître les autorités qui sont autorisées à certifier conforme un document, veuillez consulter la Liste des autorités reconnues au www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/liste-autorites-reconnues.

Notez que les originaux des documents que vous soumettez peuvent être exigés en tout temps au cours du traitement de votre demande.

Traduction

Si vous soumettez des documents ou **des parties de documents** dans une langue autre que le français ou l'anglais, vous devez fournir :

- **Le document dans la langue d'origine**, dans le format exigé;
- **La traduction complète faite par une traductrice ou un traducteur reconnu**. Pour connaître les exigences liées aux traductions et la définition de « traducteur reconnu », consultez notre site Web au www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/exigences-documentaires.

 **Si le document original est rédigé en français ou en anglais, mais qu'il comporte un sceau dans une autre langue, vous devez absolument faire traduire ce sceau.**

Recours aux services d'une personne rémunérée

Le formulaire et les instructions ont été conçus pour vous permettre de remplir votre demande sans aide. Il n'est donc pas nécessaire de recourir aux services d'une personne rémunérée pour entreprendre vos démarches.

Si vous décidez de retenir les services d'une personne rémunérée, vous devez savoir que, pour contrer les pratiques douteuses ou illégales, le Ministère ne traite qu'avec :

- Les membres en règle du Barreau du Québec ou de la Chambre des notaires du Québec;
- Les personnes titulaires d'une autorisation spéciale délivrée par ces organismes;
- Les consultantes et les consultants en immigration reconnus par le Ministère et inscrits au Registre québécois des consultants en immigration.

Mandat de représentation

Pour qu'une personne vous représente auprès du Ministère, vous devez joindre à votre demande le formulaire *Mandat de représentation* (A-0525-AF) signé par vous et par cette personne.

Déclarations

Vous êtes responsable des renseignements que vous fournissez à l'appui de votre demande, que vous ayez ou non, recours aux services d'une personne rémunérée pour préparer votre dossier. Assurez-vous que tous les renseignements fournis sont complets et exacts. La présentation de renseignements faux ou trompeurs peut entraîner de graves conséquences sur votre demande et celle des membres de votre famille qui vous accompagnent.

Il est très important de signer le formulaire aux endroits indiqués afin d'éviter que le dossier ne vous soit retourné.

- Déclaration des valeurs démocratiques et valeurs québécoises exprimées par la *Charte des droits et libertés de la personne* : Cette section doit être signée par vous et, s'il y a lieu, par votre époux(-se) ou votre conjoint(e) de fait qui vous accompagne. Tout enfant à charge de 18 ans ou plus qui vous accompagne doit aussi signer cette section;
- Déclarations et contrats : cette section doit être signée par vous et, s'il y a lieu, par votre époux(-se) ou votre conjoint(e) de fait qui vous accompagne;
- Déclaration sur la connaissance du français : n'oubliez pas de lire, de signer et de dater cette déclaration. Vous devez également joindre une attestation de résultats de test ou un diplôme accepté par le Ministère démontrant votre connaissance du français au niveau exigé;
- Contrat d'autonomie financière : cette section doit être signée par vous;
- Déclaration des époux ou des conjoints de fait : cette section doit être signée par vous et par votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait qui vous accompagne.



Cochez la case correspondant à votre choix ►

Je choisis :

- Volet 1 – Entreprise innovante
- Volet 2 – Démarrage d'entreprise
- Volet 3 – Repreneuriat

Réservé à l'administration

Date de réception de la demande

Partie 1 – Formulaire

Remplissez toutes les sections du formulaire en vous référant à la section Renseignements généraux, au besoin. Si vous manquez d'espace, utilisez une feuille séparée et inscrivez-y le numéro de la section correspondante.

Section 1 – Personne requérante principale

1. Renseignements sur votre identité

Sexe Féminin Masculin

Indiquez vos nom(s) et prénom(s) tels qu'ils figurent dans votre passeport. ►

Nom(s) de famille à la naissance

Prénom(s)

Nom(s) de famille après mariage (s'il y a lieu)

Autres noms ou prénoms que vous utilisez ou sous lesquels on vous connaît (s'il y a lieu)

Si vous possédez plusieurs passeports, donnez l'information du passeport que vous avez utilisé pour entrer au Canada ou l'information du passeport correspondant à la citoyenneté que vous déclarez. ►

N° de passeport

Période de validité

Date de début (année/mois/jour)

Date de fin (année/mois/jour)

N° de carte d'identité (s'il y a lieu)

Citoyenneté

Date de naissance (année/mois/jour)

Lieu de naissance

Ville

Province ou État

Pays ou territoire

2. État matrimonial actuel

Célibataire

Marié(e)

Conjoint(e) de fait

Séparé(e)

Divorcé(e)

Mariage annulé

Veuf(-ve)

Depuis quand ?

(année/mois/jour)

Avez-vous été marié(e) plusieurs fois ?

Oui

Non

Indiquez l'adresse du domicile où vous demeurez actuellement. ►

3. Adresse du domicile et coordonnées

Numéro

Rue

Appartement

Ville

Province ou État

Code postal

Pays ou territoire

Téléphone au domicile

Téléphone au travail

Autre téléphone

Adresse courriel

Autre adresse courriel

Indiquez l'adresse de correspondance si elle est différente de votre adresse actuelle et indiquez le nom de la personne qui y réside si cette adresse ne se rapporte pas directement à vous.

4. Adresse de correspondance

Numéro	Rue	Appartement	Ville
Province ou État		Code postal	Pays ou territoire
Téléphone			
Nom et prénom(s) de la personne		Lien avec cette personne	

5. Membres de la famille (s'il y a lieu)

Identification des membres de votre famille

Vous devez obligatoirement déclarer tous les membres de votre famille, y compris les enfants à charge de votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait, et indiquer pour chacun d'eux s'ils sont inclus ou non dans votre demande de sélection permanente, qu'ils se trouvent au Québec ou à l'étranger. Les membres de la famille de 18 ans et plus qui vous accompagnent doivent fournir leur adresse courriel personnelle.

Si vous demandez un Certificat de sélection du Québec pour un enfant, vous devez cocher « Oui ».

Si vous demandez un Certificat de sélection du Québec pour votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait, vous devez cocher « Oui » et remplir la Déclaration des époux (p. 13) ou la Déclaration des conjoints de fait (p. 14).

Nom(s) de famille à la naissance	Prénom(s)	Lien de parenté	Date de naissance (année/mois/jour)	Lieu de naissance (ville/pays ou territoire)	Citoyenneté	Courriel	Inclus dans votre demande	
							Oui	Non

6. Enfants à charge (s'il y a lieu)

Identification de vos enfants à charge

Vous devez obligatoirement déclarer les coordonnées de tous vos enfants à charge, si elles sont différentes des vôtres, qu'ils soient inclus ou non dans votre demande de sélection permanente.

Indiquez l'adresse si elle est différente de votre adresse de résidence

Nom(s) et prénom(s)	Adresse (numéro, rue, appartement, ville, province ou état, code postal)	Pays ou territoire	Courriel

7. Demandes antérieures et séjours au Québec

Déclarez vos demandes antérieures durant les cinq dernières années. Au besoin, utilisez une feuille supplémentaire.

Type de demandes	Programme/permis/visa	Date et lieu de la présentation de la demande	Numéro de la demande	Période couverte (de/à), si applicable (année, mois, jours)	Accepté	Refusée	Autres (précisez)
Toute demande auprès d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada dans un programme d'immigration visant l'obtention de la résidence permanente .		Date : Lieu :		De : À :			
		Date : Lieu :		De : À :			
		Date : Lieu :		De : À :			
Toute demande auprès d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada de séjour temporaire (Programme des étudiants étrangers, Programme des travailleurs étrangers temporaires, Programme de mobilité internationale, autres, visa de visiteur).		Date : Lieu :		De : À :			
		Date : Lieu :		De : À :			
		Date : Lieu :		De : À :			
		Date : Lieu :		De : À :			
Toute demande auprès du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration de sélection permanente (Programme régulier des travailleurs qualifiés, Programmes pilotes d'immigration permanente, autres).		Date : Lieu :		De : À :			
		Date : Lieu :		De : À :			

Avez-vous présenté une demande pour être reconnu à titre de réfugié(e)
ou de personne protégée ou pour considérations humanitaires ?

Oui Non

Indiquez les endroits où vous
avez résidé au cours des
10 dernières années.
Au besoin, utilisez une feuille
supplémentaire.

► **8. Lieux de résidence antérieurs**

De (année/mois)	À (année/mois)	Adresse (numéro, rue, appartement, ville, province ou état, code postal)	Pays ou territoire

Indiquez tous les diplômes
obtenus, à partir du plus
récent, à l'exception de
celui correspondant à vos
études primaires.

► **9. Études**

De (année/mois)	À (année/mois)	Nom de l'établissement/ pays ou territoire	Titre du diplôme obtenu	Année d'obtention du diplôme	Spécialisation

Indiquez le titre du diplôme tel
qu'il apparaît sur celui-ci, ou à
défaut, celui de l'attestation de
la dernière année scolaire
réussie. Le document doit avoir
été délivré par les autorités
officielles compétentes en
matière d'éducation dans le
pays où il a été délivré. Si vous
effectuez, au Québec, des
études sanctionnées par un
diplôme délivré par un
établissement québécois
légalement autorisé, indiquez le
titre du diplôme visé et la date
prévue de la fin de ces études.

10. Lieu d'établissement

Dans quelle ville ou région du Québec désirez-vous vous établir ? _____

11. Personne rémunérée qui vous conseille, vous assiste ou vous représente dans le cadre de votre demande

▶ Aucun traitement prioritaire ou particulier n'est accordé lorsque vous reprenez les services d'une personne rémunérée.

Avez-vous recours à une personne rémunérée qui vous conseille, vous assiste ou vous représente ? Oui Non

▶ Vous devez identifier la personne en cochant la case appropriée et en inscrivant les renseignements demandés.

Si oui, s'agit-il :

D'un avocat membre du Barreau du Québec ?

D'un notaire membre de la Chambre des notaires du Québec ?

D'une personne titulaire d'une autorisation spéciale délivrée par le Barreau du Québec ou par la Chambre des notaires du Québec ?

D'un consultant en immigration ?

D'une autre personne rémunérée ?

▶ S'il s'agit d'un consultant ou d'une consultante en immigration, indiquez ses nom(s), prénom(s) et numéro d'inscription tels qu'ils apparaissent au Registre québécois des consultants en immigration.

Nom	Prénom(s)
Numéro d'inscription	

Section 2 – Époux(-se) ou conjoint(e) de fait (s’il y a lieu)

Cette section doit être remplie par la personne requérante principale pour l'époux(-se) ou conjoint(e) de fait qui l'accompagne.

12. Renseignements votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait

Vous devez obligatoirement déclarer votre époux(-se) ou votre conjoint(e) de fait, que la personne soit ou non incluse dans votre demande de sélection permanente.

Renseignements sur votre époux(-se) ou votre conjoint(e) de fait

Sexe Féminin Masculin

Nom(s) de famille à la naissance

Prénom(s)

Nom(s) de famille après mariage (s’il y a lieu)

Autres noms ou prénoms utilisés ou sous lesquels la personne est connue (s’il y a lieu)

N° de passeport

Période de validité

Date de début (année/mois/jour)

Date de fin (année/mois/jour)

N° de carte d'identité (s’il y a lieu)

Citoyenneté

Date de naissance (année/mois/jour)

Lieu de naissance de votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait

Ville

Province ou État

Pays ou territoire

Avez-vous inclus votre époux(-se) ou votre conjoint(e) de fait dans votre demande de sélection permanente ?

Si vous demandez un Certificat de sélection du Québec pour votre époux(se) ou pour votre conjoint(e) de fait, vous devez cocher « Oui » et remplir la Déclaration des époux (p. 13) ou des conjoints de fait (p. 14).

► Oui Non

Adresse du domicile de votre époux(-se) ou de votre conjoint(e) de fait, si elle diffère de la vôtre

Numéro

Rue

Appartement

Ville

Province ou État

Code postal

Pays ou territoire

Téléphone au domicile

Téléphone au travail

Autre téléphone

Courriel

13. Antécédents matrimoniaux de votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait

Votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait a-t-il été marié plus d'une fois ? Oui Non

Indiquez les endroits où votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait a résidé au cours des 10 dernières années. Au besoin, utilisez une feuille supplémentaire.

14. Lieux de résidence antérieurs de votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait

De (année/mois)	À (année/mois)	Adresse (numéro, rue, appartement, ville, province ou état, code postal)	Pays ou territoire

15. Demande antérieure de votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait

Déclarez les demandes antérieures durant les cinq dernières années. Au besoin, utilisez une feuille supplémentaire.

Type de demandes	Programme/permis/visa	Date et lieu de la présentation de la demande	Numéro de la demande	Période couverte (de/à), si applicable (année, mois, jours)	Accepté	Refusée	Autres (précisez)
Toute demande auprès d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada dans un programme d'immigration visant l'obtention de la résidence permanente .		Date : Lieu :		De : À :			
		Date : Lieu :		De : À :			
		Date : Lieu :		De : À :			
Toute demande auprès d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada de séjour temporaire (Programme des étudiants étrangers, Programme des travailleurs étrangers temporaires, Programme de mobilité internationale, autres, visa de visiteur).		Date : Lieu :		De : À :			
		Date : Lieu :		De : À :			
		Date : Lieu :		De : À :			
		Date : Lieu :		De : À :			
Toute demande auprès du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration de sélection permanente (Programme régulier des travailleurs qualifiés, Programmes pilotes d'immigration permanente, autres).		Date : Lieu :		De : À :			
		Date : Lieu :		De : À :			

17. Déclaration sur les valeurs démocratiques et les valeurs québécoises exprimées par la *Charte des droits et libertés de la personne*

Le Québec est une nation démocratique francophone qui accueille des personnes immigrantes venues du monde entier. Ces personnes enrichissent le Québec grâce à leurs aspirations, leurs compétences et leur savoir-faire. Elles contribuent ainsi au développement de leur collectivité.

Au Québec, toute personne doit respecter les lois. Chaque Québécoise et chaque Québécois jouit des droits et libertés reconnus par la *Charte des droits et libertés de la personne* et d'autres lois, lesquels expriment les valeurs propres à la société québécoise.

L'Assemblée nationale du Québec a adopté, en 2019, la *Loi sur la laïcité* de l'État afin d'affirmer que l'État du Québec est laïque.

La société québécoise est aussi régie par la *Charte de la langue française* qui fait du français la langue de l'État et de la loi ainsi que la langue normale et habituelle du travail, de l'enseignement, des communications, du commerce et des affaires.

L'apprentissage des valeurs démocratiques et des valeurs québécoises exprimées par la *Charte des droits et libertés de la personne* constitue une première étape vers une intégration réussie des personnes immigrantes. Les principales valeurs qui fondent la société québécoise sont les suivantes :

- Au Québec, les femmes et les hommes sont égaux;
- Le Québec est une société libre et démocratique;
- Le Québec est une société laïque;
- Le Québec est une société francophone;
- Le Québec est une société basée sur la primauté du droit;
- Le Québec est une société où l'exercice des droits et libertés de la personne doit se faire dans le respect de ceux d'autrui et du bien-être général;
- Le Québec est une société pluraliste.

Le Québec s'engage à appuyer et à accompagner les personnes immigrantes dans leur intégration pour favoriser leur pleine participation, en français, à la société québécoise. Les personnes immigrantes s'engagent à acquérir les compétences nécessaires pour participer à la société québécoise, notamment à apprendre la langue française et à en faire usage dans la sphère publique, à connaître et à respecter les valeurs démocratiques et les valeurs québécoises exprimées par la *Charte des droits et libertés de la personne* et à participer au rayonnement de la culture québécoise et à la vitalité de sa langue officielle.

DÉCLARATION

JE COMPRENDS la portée et la signification de ce qui précède et

J'ACCEPTÉ de respecter les valeurs démocratiques et les valeurs québécoises exprimées par la *Charte des droits et libertés de la personne*,

JE DÉCLARE vouloir vivre au Québec dans le cadre et le respect de ses valeurs démocratiques et des valeurs québécoises exprimées par la *Charte des droits et libertés de la personne* ainsi que vouloir apprendre le français, si je ne le parle pas déjà.

JE DÉCLARE avoir pris connaissance de l'offre de service jointe à ma demande de sélection permanente (pour les personnes qui présentent une demande dans le Volet 1 ou le Volet 3).

Signature de la personne requérante principale

Date (année/mois/jour)

Signature de l'époux(-se) ou du conjoint ou de la conjointe de fait

Date (année/mois/jour)

Signature de l'enfant à charge de 18 ans ou plus

Date (année/mois/jour)

Signature de l'enfant à charge de 18 ans ou plus

Date (année/mois/jour)

Signature de l'enfant à charge de 18 ans ou plus

Date (année/mois/jour)

18. Protection des renseignements personnels

Utilisation des renseignements personnels fournis

Les renseignements personnels collectés dans ce formulaire sont nécessaires au traitement de votre demande. Il est possible que nous utilisions ces renseignements personnels à des fins d'étude, de recherche, de production, de statistiques ainsi que pour l'évaluation de programme ou de la qualité des services. Nous pourrions aussi les utiliser pour vous communiquer de l'information concernant nos programmes ou toute information pertinente à votre demande.

Protection des renseignements personnels

Les renseignements personnels fournis seront traités de façon confidentielle. Ils ne seront consultés que par les personnes employées du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (Ministère) qui ont qualité pour les recevoir, lorsqu'ils sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Notez que certains risques, règles, garanties et droits sont associés au traitement de renseignements personnels et que nous mettons tout en œuvre afin d'assurer la protection de ceux-ci. Pour plus de détails à ce sujet, vous pouvez consulter la section [protection des renseignements personnels](#) sur le site Québec.ca.

Vos renseignements personnels seront conservés conformément à notre calendrier de conservation.

Conséquences de votre refus de répondre à la demande

Si vous refusez de répondre à cette demande obligatoire de collecte et d'utilisation de renseignements personnels, nous pourrions refuser de traiter votre demande ou la rejeter.

Conséquences de retrait du consentement

Notez qu'étant donné que cette demande de collecte et d'utilisation de renseignements personnels est obligatoire, il ne vous sera pas possible de retirer votre consentement.

Vos droits en lien avec vos renseignements personnels

Vous avez le droit d'être informé(e) des renseignements personnels que nous détenons sur vous, de vous les faire communiquer et d'en demander la rectification.

Si vous êtes sur le territoire de l'Union européenne, vous avez le droit de vous opposer au traitement de vos renseignements personnels ou de demander la limitation de leur traitement. Pour exercer ces droits, vous devez vous adresser à la personne responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels au sein du Ministère. Pour savoir comment faire, consultez notre site Web à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/acces-information>.

Si vous pensez que l'utilisation de vos renseignements personnels n'est pas conforme à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, vous pouvez porter plainte à la Commission d'accès à l'information du Québec.

Consentement à la collecte et à l'utilisation des renseignements personnels

Le consentement que vous donnez dans ce formulaire est valide jusqu'à ce que les objectifs de la collecte soient atteints.

J'ai lu cette section sur la protection des renseignements personnels et je consens à la collecte et à l'utilisation des renseignements personnels fournis.

Aide pour comprendre la portée du consentement

Pour obtenir de l'assistance afin de vous aider à comprendre la portée du présent consentement, il est possible de communiquer par téléphone avec le Centre de contacts clientèle au [514 864-9191](tel:514-864-9191) de la région de Montréal ou de l'extérieur du Québec et au [1 877 864-9191](tel:1-877-864-9191) d'ailleurs au Québec (sans frais).

Communication des renseignements personnels

Les renseignements personnels fournis dans la demande de sélection permanente pourront être communiqués à un organisme public du Québec, du Canada et de l'étranger, un établissement d'enseignement, un employeur, une institution financière, une organisation spécialisée dans la vérification des antécédents des personnes afin d'apprécier et de vérifier la véracité des faits contenus dans vos déclarations.

J'ai lu cette section sur la communication de mes renseignements personnels et je comprends les modalités qui y sont associées.

► 19. Déclaration de la personne requérant(e) principal(e)

Je déclare

- Que les renseignements contenus dans la présente demande et, le cas échéant, les documents annexés sont complets et exacts et que j'aviserai le Ministère de tout changement aux réponses indiquées dans cette demande dans un délais de 30 jours suivant ce changement;
- Vouloir m'établir au Québec pour y créer ou y acquérir une entreprise;
- Accepter les charges financières liées à mon établissement et, le cas échéant, à ceux de mon époux(-se) ou conjoint(e) de fait et des enfants à charge inclus dans ma demande de sélection permanente;
- Avoir pris connaissance de l'offre de service rédigée par l'organisme accompagnateur et la joindre à ma demande de sélection permanente (Volet 1 et Volet 3 seulement).

Je reconnais avoir pris connaissance de l'avis sur la protection des renseignements personnels à la section précédente.

Je comprends que le Ministère peut :

- Vérifier ou faire vérifier auprès de tiers l'exactitude des renseignements fournis et que, si je communique au Ministère un renseignement que je sais ou que j'aurais dû savoir être faux ou trompeur, je commets une infraction à la *Loi sur l'immigration au Québec* et je suis passible d'une amende;
- Rejeter toute demande qui contient un renseignement ou un document faux ou trompeur ou pour un motif d'intérêt public;
- Refuser d'examiner ou rejeter une demande de la part d'une personne qui a fourni, depuis cinq ans ou moins, un renseignement ou un document faux ou trompeur ou qui a fait l'objet d'une décision prise pour un motif d'intérêt public;
- Annuler une décision si elle a été prise sur la foi d'une demande qui contient un renseignement ou un document faux ou trompeur, si elle a été prise par erreur ou si les conditions requises pour la prise d'une décision favorable ont cessé d'exister ou si l'intérêt public l'exige;
- Me convoquer à une entrevue afin que je lui démontre la véracité des faits contenus dans mes déclarations, que je lui fournisse tout renseignement ou document qu'il juge pertinent ou afin d'établir l'authenticité, l'intégrité ou la validité des documents contenus dans ma demande.

En foi de quoi, j'ai signé à

_____	_____	_____
Ville	Pays ou territoire	Date (année/mois/jour)

Signature de la personne requérante principale

20. Contrat d'autonomie financière

Le Contrat d'autonomie financière est un acte juridique par lequel vous vous engagez à subvenir à vos besoins essentiels et, le cas échéant, à ceux des personnes qui vous accompagnent au Québec, à savoir votre époux(-se) ou votre conjoint(e) de fait et vos enfants à charge, y compris ceux qui ont la citoyenneté canadienne, le cas échéant. La durée du contrat est de trois mois et prend effet à compter de la date à laquelle vous obtenez la résidence permanente.

Les besoins essentiels visés par le contrat comprennent, entre autres, la nourriture, l'hébergement, les vêtements et toute autre nécessité personnelle. Veillez consulter les barèmes sur le site Web du Ministère.

Comme l'exigent la *Loi sur l'immigration au Québec* et le *Règlement sur l'immigration au Québec*, vous devez **souscrire au présent contrat, à défaut de quoi votre demande de sélection permanente ne pourra être acceptée.**

Avant de signer l'engagement, vous devez inscrire la somme dont vous disposerez au Québec pour subvenir à vos besoins et à ceux des personnes qui vous accompagnent, le cas échéant.

Important

Selon que votre époux(-se) ou votre conjoint(e) de fait et vos enfants à charge vous accompagnent ou non, vous devez appliquer un barème différent pour calculer la somme minimale dont vous devez disposer pour subvenir à vos besoins essentiels et à ceux des personnes qui vous accompagnent pendant les trois mois suivant l'obtention de la résidence permanente.

N'oubliez pas de lire, de signer et de dater cet engagement.

► Engagement

N'oubliez pas d'inscrire ici la somme dont vous disposerez au Québec pour subvenir à vos besoins et à ceux des personnes qui vous accompagnent, le cas échéant. Reportez-vous aux barèmes de la page cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/immigration/formulaires/fr/bareme_autonomie_financiere_programmes_immigration.pdf.

► Je reconnais avoir pris connaissance des renseignements contenus dans ce contrat d'autonomie financière et je comprends la nature et la portée de celui-ci. En conséquence :

- Je déclare que je disposerai, pour la durée du présent contrat, laquelle est de trois mois à compter de la date d'obtention de la résidence permanente, de ressources financières suffisantes pour subvenir à mes besoins et à ceux des personnes qui m'accompagnent soit la somme de _____ dollars canadiens.
- Je m'engage à subvenir à mes besoins essentiels et à ceux des personnes incluses dans ma demande pendant toute la durée du présent contrat.
- J'autorise le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration à transmettre au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale les renseignements relatifs au présent contrat, dans le cas où serait présentée une demande d'aide financière de dernier recours me visant ou visant une ou plusieurs des personnes incluses dans ma demande.
- Je m'engage à rembourser au gouvernement du Québec toute somme que ce dernier m'accorderait ou accorderait aux personnes incluses dans ma demande, à titre de prestations d'aide financière de dernier recours, conformément à la législation applicable, pendant toute la durée du contrat.

En foi de quoi, j'ai signé à

Ville

Pays ou territoire

Date (année/mois/jour)

Signature de la personne requérante principale

N'oubliez pas de lire, de signer et de dater cette déclaration.

21. Déclaration des époux

Déclaration de la personne requérante principale

Je, _____, déclare que je suis l'époux(-se)
Prénom et nom de famille

de, _____.
Prénom et nom de famille

Veillez indiquer si l'énoncé correspond à votre situation.

Oui Non Au moment de mon mariage avec cette personne, j'étais l'époux(-se) d'une autre personne.

Oui Non J'ai un(e) conjoint(e) et je vis séparé(e) de mon époux(-se) depuis le _____.
Date (année/mois/jour)

En foi de quoi, j'ai signé à

Ville Pays ou territoire Date (année/mois/jour)

Signature de la personne requérante principale

Déclaration de l'époux(-se) qui accompagne la personne requérante principale

Je, _____, déclare que je suis l'époux(-se)
Prénom et nom de famille

de, _____.
Prénom et nom de famille

Veillez indiquer si l'énoncé correspond à votre situation.

Oui Non Au moment de mon mariage avec cette personne, j'étais l'époux(-se) d'une autre personne.

Oui Non J'ai un(e) conjoint(e) et je vis séparé(e) de mon époux(-se) depuis le _____.
Date (année/mois/jour)

En foi de quoi, j'ai signé à

Ville Pays ou territoire Date (année/mois/jour)

Signature de l'époux(-se) inclus dans cette demande

N'oubliez pas de lire, de signer et de dater cette déclaration.

22. Déclaration des conjoints de fait

Déclaration de la personne requérante principale

Je, _____, déclare que :
Prénom et nom de famille

► Veuillez indiquer si l'énoncé correspond à votre situation.

Oui Non Je vis maritalement et cohabite avec _____
Prénom et nom de famille
depuis le _____.
Date (année/mois/jour)

Oui Non J'ai une relation maritale avec _____
Prénom et nom de famille
depuis le _____, mais, étant l'objet de persécution ou de contrôle pénal, nous ne
Date (année/mois/jour)
pouvons cohabiter.

En foi de quoi, j'ai signé à

Ville Pays ou territoire Date (année/mois/jour)

Signature de la personne requérante principale

Déclaration de la personne conjointe de fait qui accompagne la personne requérante principale

Je, _____, déclare que :
Prénom et nom de famille

► Veuillez indiquer si l'énoncé correspond à votre situation.

Oui Non Je vis maritalement et cohabite avec _____
Prénom et nom de famille
depuis le _____.
Date (année/mois/jour)

Oui Non J'ai une relation maritale avec _____
Prénom et nom de famille
depuis le _____, mais, étant l'objet de persécution ou de contrôle pénal, nous ne
Date (année/mois/jour)
pouvons cohabiter.

En foi de quoi, j'ai signé à

Ville Pays ou territoire Date (année/mois/jour)

Signature du conjoint ou de la conjointe de fait

23.2 Placements : dépôt à terme, certificat de placements garantis, fonds communs de placements, etc.

Détenez-vous un ou plusieurs placements, autres que ceux indiqués à la rubrique 23.3 ?

Non, je ne détiens aucun placement.

Oui

Si vous avez répondu « Oui »,
veuillez déclarer tous vos
placements, quelle que soit la
valeur actuelle.

Nom de l'institution financière	Description	Date d'ouverture ou d'acquisition (année/mois)	Date d'expiration (s'il y a lieu) (année/mois)	Valeur initiale	Valeur actuelle	
					Devises étrangères	Équivalent en \$ CAN
Total						

23.3 Actions et obligations

Détenez-vous une ou plusieurs actions ou obligations ?

Non, je ne détiens aucune action ou obligation.

Oui

Si vous avez répondu « Oui »,
veuillez déclarer toutes les
actions ou obligations que vous
détenez, quelle que soit la
valeur actuelle.

Description (n ^{os} de comptes, nom du courtier en valeurs mobilières)	Date initiale d'investissement (année/mois)	Valeur initiale d'investissement	Valeur marchande actuelle	
			Devises étrangères	Équivalent en \$ CAN
Total				

23.4 Autres valeurs (assurances, cautions de garantie, fonds de pension, etc.)

Déterminez-vous une ou plusieurs autres valeurs ?

Non, je ne détiens aucune valeur.

Oui

Si vous avez répondu « oui »,
veuillez déclarer toutes
les valeurs que vous détenez,
quelle que soit la valeur
actuelle de rachat.

Description	Nom de l'institution	Date d'achat (année/mois)	Valeur de rachat actuelle	
			Devises étrangères	Équivalent en \$ CAN
Total				

23.5 Entreprises

Déterminez-vous une ou plusieurs participations dans des entreprises ?

Non, je ne détiens aucune participation dans des entreprises.

Oui

Si vous avez répondu « oui »,
veuillez déclarer toutes
les participations dans des
entreprises, quel que soit le
pourcentage des parts détenues
ou leur valeur actuelle.

Nom de l'entreprise	Type d'entreprise	Pourcentage des parts (%)	Valeur comptable des parts détenues à la fin de la dernière année fiscale	
			Devises étrangères	Équivalent en \$ CAN
Total				

23.6 Immeubles et terrains

Détenez-vous un ou plusieurs immeubles ou terrains ?

Non, je ne détiens aucun immeuble ou terrain.

Oui

Si vous avez répondu « oui »,
veuillez déclarer tous
les immeubles ou terrains,
quel que soit leur emplacement,
leur valeur actuelle ou
leur utilisation.

Description et adresse	Acquisition		Pourcentage des parts (%)	Valeur marchande actuelle	
	Prix d'achat réel	Date (année/mois)		Devises étrangères	Équivalent en \$ CAN
Total					

Passif de la personne requérante principale

23.7 Emprunts à court et à long terme

(hypothèques, marges de crédit, cartes de crédit, emprunts à des particuliers ou à des entreprises, etc.)

Avez-vous une ou plusieurs dettes à votre nom ?

Non, je n'ai aucune dette.

Oui

Si vous avez répondu « oui »,
veuillez déclarer toutes vos
dettes actuelles, quel que soit la
devise, le prêteur ou le solde
restant à payer.

Description du passif	Nom du créancier	Date (année/mois)	Valeur initiale du passif	Solde restant à payer	
				Devises étrangères	Équivalent en \$ CAN
			Total		

24. Actif de l'époux(-se) ou conjoint(e) de fait qui accompagne

24.1 Comptes bancaires

Est-ce que votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait détient un ou plusieurs comptes bancaires ?

Non, il ou elle ne détient aucun compte bancaire.

Oui

Si vous avez répondu « oui »,
veuillez déclarer tous les
comptes bancaires que votre
époux(-se) ou votre conjoint(e)
de fait détient, quel que soit la
date d'ouverture, la devise
ou le solde actuel.

Nom de l'institution financière	N° de compte	Date d'ouverture (année/mois)	Solde actuel	
			Devises étrangères	Équivalent en \$ CAN
Total				

24.2 Placements : dépôt à terme, certificat de placements garantis, fonds communs de placements, etc.

Est-ce que votre époux(-se) ou conjoint(e) détient un ou plusieurs placements, autres que ceux indiqués à la rubrique 24.3 ?

Non, il ou elle ne détient aucun placement.

Oui

Si vous avez répondu « oui »,
veuillez déclarer tous
les placements de votre
époux(-se) ou votre conjoint(e)
de fait, quelle que soit
la valeur actuelle.

Nom de l'institution financière	Description	Date d'ouverture ou d'acquisition (année/mois)	Date d'expiration (s'il y a lieu) (année/mois)	Valeur initiale	Valeur actuelle	
					Devises étrangères	Équivalent en \$ CAN
Total						

24.3 Actions et obligations

Est-ce que votre époux(-se) ou votre conjoint(e) de fait détient une ou plusieurs actions ou obligations ?

Non, il ou elle ne détient aucune action ou obligation.

Oui

Si vous avez répondu « oui »,
veuillez déclarer toutes les
actions ou obligations que votre
époux(-se) ou votre conjoint(e)
de fait détient, quelle que soit
la valeur actuelle.

Description (n ^{os} de comptes, nom du courtier en valeurs mobilières)	Date initiale d'investissement (année/mois)	Valeur initiale d'investissement	Valeur marchande actuelle	
			Devises étrangères	Équivalent en \$ CAN
Total				

24.4 Autres valeurs (assurances, cautions de garantie, fonds de pension, etc.)

Est-ce que votre époux(-se) ou votre conjoint(e) de fait détient une ou plusieurs autres valeurs ?

Non, il ou elle ne détient aucune valeur.

Oui

Si vous avez répondu « oui »,
veuillez déclarer toutes
les valeurs que votre époux(-se)
ou votre conjoint(e) de fait
détient, quelle que soit
la valeur actuelle de rachat.

Description	Nom de l'institution	Date d'achat (année/mois)	Valeur de rachat actuelle	
			Devises étrangères	Équivalent en \$ CAN
Total				

Partie 2 – Liste des documents à soumettre à l'appui de la demande

Cochez la case correspondant à chacun des documents que vous soumettez. Vous devez obligatoirement joindre cette liste remplie à votre demande de sélection permanente et fournir tous les documents demandés, dans le format exigé, sans quoi votre demande vous sera retournée.

Pour connaître les règles en matière d'exigences documentaires, consultez le site Web du Ministère au www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/exigences-documentaires.

 N'envoyez pas de documents originaux, à moins d'indication contraire, car les documents soumis ne sont pas retournés.

Les formulaires et les déclarations doivent contenir les signatures manuscrites originales des personnes concernées.

▶ Votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait et vos enfants à charge de 18 ans et plus doivent aussi signer et dater la Déclaration sur les valeurs démocratiques et les valeurs québécoises exprimées par la *Charte des droits et libertés de la personne*. De plus, vous et votre conjoint(e) devez signer la déclaration des époux ou des conjoints de fait.

▶ Formulaires et déclarations

Section 1 – Demande de sélection permanente

		Format exigé	Personne requérante principale	Conjoint(e)/époux(-se)	Enfant(s) à charge
1	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Demande de sélection permanente – Programme des entrepreneurs (A-0520-JF)</i> remplie et signée incluant : <ul style="list-style-type: none"> – la Déclaration sur les valeurs démocratiques et les valeurs québécoises exprimées par la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i> remplie et sigée, – la Déclaration sur la connaissance du français remplie et signée, – la Déclaration de la personne requérante principale, remplie et signée, – le Contrat d'autonomie financière, rempli et signé, – la Déclaration des époux ou la Déclaration des conjoints de fait, le cas échéant, remplie et signée. 	Original			S. O.
2	<ul style="list-style-type: none"> • Annexe correspondant au volet choisi (A-0520-OF-V1, A-0520-OF-V2 ou ME-0033-2309) remplie. 	Original			S. O.

Vous devez fournir ce formulaire si vous faites appel à une personne pour vous conseiller, vous assister ou vous représenter dans le cadre de votre demande.

Section 2 – Mandat de représentation

Si cette section ne s'applique pas à votre situation, passez à la section suivante.

		Format exigé	Requérant(e)
3	<ul style="list-style-type: none"> • Mandat de représentation (<i>formulaire A-0525-AF</i>), rempli et signé par vous et la personne qui vous représente. 	Original	
4	<ul style="list-style-type: none"> • Autorisation spéciale du Barreau du Québec ou de la Chambre des notaires du Québec, s'il y a lieu. 	Photocopie	
5	<ul style="list-style-type: none"> • Autorisation de communiquer des renseignements personnels (<i>formulaire A-0527-DF</i>). 	Original	

▶ Si la personne qui vous représente n'est pas membre du Barreau du Québec ou de la Chambre des notaires du Québec, vous devez fournir ce document.

▶ Si vous voulez qu'une autre personne communique avec le Ministère pour obtenir des renseignements en votre nom, vous devez fournir ce document.

Pièces justificatives

Section 3 – Identité et état civil

Documentation concernant l'identité et l'état civil de la personne requérant(e) principale, de son époux(-se) ou conjoint(e) de fait et vos enfants à charge

		Format exigé	Document requis
6	<ul style="list-style-type: none"> • Passeport(s) valide(s) (toutes les pages, y compris les pages vierges) du pays ou du territoire de naissance et de tout autre pays ou territoire dont vous, votre époux(-se) ou conjoint(e) et vos enfants à charge détiennent la citoyenneté. 	Photocopie	
7	<ul style="list-style-type: none"> • Carte(s) d'identité nationale (recto et verso) (s'il y a lieu). 	Photocopie	
8	<ul style="list-style-type: none"> • Acte ou certificat de naissance. 	Photocopie	
9	<ul style="list-style-type: none"> • Livret de famille ou registre des ménages. 	Photocopie	
10	<ul style="list-style-type: none"> • Acte ou certificat de mariage. 	Photocopie	
11	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins deux preuves récentes (de moins de 24 mois précédant la date de présentation de la demande) attestant votre statut de conjoint(e) de fait, depuis au moins un an, sur lesquelles figurent votre nom et le nom de votre conjoint(e). • Les documents admissibles sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> – hypothèque ou contrat de location d'un logement (bail), – relevés de compte bancaire commun, – factures communes de services publics (électricité, gaz, assurances, téléphone ou service Internet). 	Photocopie	
12	<ul style="list-style-type: none"> • Certificat ou jugement de divorce, si la personne requérante principale ou son conjoint ou sa conjoint(e) a déjà été marié(e). 	Photocopie	
13	<ul style="list-style-type: none"> • Acte ou certificat de décès de votre conjoint(e). 	Photocopie	
14	<ul style="list-style-type: none"> • Documents officiels indiquant un changement de nom, de prénom ou de date de naissance. 	Photocopie	

► Si votre conjoint(e) de fait est inclus dans la demande de sélection permanente, vous devez prouver que vous avez cohabité de façon continue pendant une période d'au moins 12 mois.
Si votre conjoint(e) de fait n'est pas inclus dans votre demande de sélection permanente, vous devez tout de même obligatoirement le déclarer à la section 2 de la partie 1 de ce formulaire.

Enfants à charge inclus dans votre demande		Format exigé	Document requis
15	<ul style="list-style-type: none"> Acte ou certificat de naissance ou d'adoption plénière (qui crée un nouveau lien de filiation et met fin au lien de filiation préexistant) de chaque enfant inclus dans votre demande. 	Photocopie	

Enfants âgés de moins de 18 ans qui vous accompagnent en l'absence de l'autre parent		Format exigé	Document requis
16	<ul style="list-style-type: none"> Déclaration de consentement – Immigration permanente d'un enfant mineur accompagné d'un seul parent (<i>formulaire ME-0032-2309</i>) remplie et signée ; Pièce d'identité du parent ou de la personne titulaire de l'autorité parentale qui n'accompagne pas comportant sa signature. <p style="text-align: center;">OU</p> <ul style="list-style-type: none"> Jugement d'un tribunal légalement constitué et ayant compétence en la matière, prononçant la déchéance de l'autorité parentale du parent ou de la ou du titulaire de l'autorité parentale non-accompagnateur. <p style="text-align: center;">OU</p> <ul style="list-style-type: none"> Certificat médical ou un jugement d'un tribunal légalement constitué et ayant compétence en la matière, indiquant que le parent ou la ou le titulaire de l'autorité parentale non-accompagnateur n'est pas apte à consentir. <p style="text-align: center;">OU</p> <ul style="list-style-type: none"> Acte ou certificat de décès du parent ou de la ou du titulaire de l'autorité parentale non-accompagnateur. 	Original Photocopie Photocopie Photocopie Photocopie	

Enfants à charge âgés de 22 ans ou plus		Format exigé	Document requis
17	<ul style="list-style-type: none"> Certificat médical attestant l'incapacité physique ou psychologique de l'enfant à charge, s'il y a lieu. 	Original	

Vous devez présenter l'un des diplômes ou des certificats suivants : universitaire, postsecondaire de formation technique, d'études secondaires générales ou d'études secondaires techniques professionnelles.

Section 4 – Conditions de sélection

		Format exigé	Personne requérante principale	Époux(-se)/conjoint(e)
▶ 18	• Diplôme, certificat ou attestation de réussite délivrée par un établissement d'enseignement public ou privé reconnu par l'État.	Photocopie		
▶ 19	• Relevés de notes correspondants au diplôme ou au certificat présenté.	Photocopie		
▶ 20	• Attestation de résultats d'un test de français ou d'un diplôme accepté par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration : <ul style="list-style-type: none"> – Test d'évaluation du français adapté pour le Québec (TEFAQ), – Test de connaissance du français pour le Québec (TCF-Québec), – Test de connaissance du français pour le Canada (TCF-Canada), – Test d'évaluation du français (TEF), – TEF Canada, – Test de connaissance du français (TCF), – Diplôme d'études en langue française (DELF), – Diplôme approfondi de langue française (DALF). OU <ul style="list-style-type: none"> – Diplôme d'études secondaires accepté par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, soit : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Baccalauréats généraux, professionnels et technologiques délivrés par le ministère chargé de l'Éducation nationale de France, ◦ Certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré par le gouvernement de la Communauté française de Belgique, ◦ Certificat de maturité délivré au terme d'études effectuées dans une école située dans un canton francophone de Suisse romande. 	Photocopie		
▶ 21	• Document valide attestant l'adhésion à un ordre professionnel ou à un ordre professionnel pour les personnes candidates qui exercent une profession réglementée dans le pays où ils ont acquis leur expérience professionnelle.	Photocopie		
▶ 22	• Permis de travail.	Photocopie		

Si vous avez exercé une profession réglementée dans le pays ou le territoire où vous avez acquis votre expérience professionnelle, vous devez fournir ce document.

Vous devez fournir ce document si vous travaillez ou avez travaillé dans un pays ou un territoire autre que celui dont vous êtes citoyen.

Section 4 – Conditions de sélection (suite)

L'offre de service doit être rédigée par la personne-ressource de l'organisme accompagnateur, soit la personne qui travaille pour l'organisme accompagnateur ou qui est mandatée par celui-ci, et qui vous accompagnera dans la réalisation de votre projet d'affaires.

► Veuillez soumettre, s'il y a lieu, l'enregistrement de l'entreprise auprès du gouvernement, dans le cas où votre projet d'entreprise est déjà démarré.

► Vous devez fournir tous ces documents pour qu'une évaluation du plan d'affaires puisse être effectuée.

		Format exigé	Personne requérante principale	Époux(-se)/conjoint(e)
► 23	<ul style="list-style-type: none"> Volet 1 : Entreprise innovante <ul style="list-style-type: none"> Offre de service (formulaire A-8200-JF) de de l'organisme accompagnateur, datée et signée par la personne-ressource de l'organisme et de la personne requérante principale, Plan d'affaires (formulaire A-8300-JF-V1) daté et signé par la personne requérante principale et paraphé par la personne-ressource de l'organisme accompagnateur. 	Original		S. O.
► 24	<ul style="list-style-type: none"> Volet 2 : Démarrage d'entreprise <ul style="list-style-type: none"> Profil Démarrage d'entreprise <ul style="list-style-type: none"> Plan d'affaires (formulaire A-8300-JF-V2), daté et signé par la personne requérante principale. Profil Entreprise démarrée <ul style="list-style-type: none"> Plan d'affaires (formulaire A-8300-JF-V2) daté et signé par la personne requérante principale, Démonstration du démarrage de l'entreprise (formulaire à venir) daté et signé par la personne requérante principale. 	Original		S. O.
25	<ul style="list-style-type: none"> Volet 3 : Repreneuriat <ul style="list-style-type: none"> Plan de relève de l'entrepreneur (formulaire ME-0037-2309), daté et signé par la personne requérante principale, Offre de service de l'organisme accompagnateur (formulaire ME-0036-2309) datée et signée par la personne-ressource de l'organisme et la personne requérante principale. 	Original		S. O.

Vous et votre époux(se) ou conjoint(e) de fait qui vous accompagne, êtes tenus de présenter les documents de la section suivante qui vous sont applicables.

Vous devez contribuer, par votre avoir, à l'atteinte du seuil de l'avoir net qui, en aucun cas, ne peut reposer uniquement sur l'avoir de votre époux(-se) ou conjoint(e) de fait qui vous accompagne.

Cochez les cases correspondant aux documents soumis en appui aux déclarations faites à la section 4 de la partie 1 de ce formulaire.

► Vous devez rédiger ce document selon les règles du Guide de rédaction du document narratif (A-8100-FO) disponible sur le site Web du Ministère au www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/document-narratif.

► La traduction de ces documents peut se limiter à l'en-tête et aux termes bancaires décrivant la nature des transactions.

	Section 5 – Avoir net déclaré dans la demande de sélection permanente	Format exigé	Personne requérante principale	Époux(-se)/conjoint(e)
► 26	<ul style="list-style-type: none"> Document narratif détaillé, expliquant l'historique d'acquisition de vos fonds et, le cas échéant, de ceux de votre époux(-se) ou du conjoint(e) de fait qui vous accompagne. 	Original		
Documentation sur l'actif à court et à long terme				
► 27	Comptes bancaires <ul style="list-style-type: none"> Relevés bancaires des comptes courants et d'épargne couvrant toutes les transactions bancaires réalisées pendant au moins les douze (12) mois précédant la présentation de la demande. 	Original		

Section 5 – Avoir net déclaré dans la demande de sélection (suite)		Format exigé	Personne requérante principale	Époux(-se)/ conjoint(e)
28	<p>Placements : dépôts à terme, certificats de placements garantis, fonds communs de placement, bons du Trésor, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> Attestation de l’institution financière indiquant la valeur actuelle du placement. 	Photocopie		
29	Actions et obligations : existence et performance sur les marchés financiers			
	Relevé des comptes de titres délivré par le dépositaire central des valeurs mobilières indiquant le nom et le code des titres détenus au dernier jour des trois (3) dernières années fiscales complétées.	Original		
	Relevé des transactions sur les valeurs mobilières endossé par le courtier en valeurs mobilières couvrant les trois (3) dernières années fiscales complétées.	Original		
30	<p>Autres valeurs : assurances, cautions de garantie, fonds de pension, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> Contrats de souscription aux assurances et la documentation émise par l’institution financière confirmant la valeur de rachat des assurances ; Toute autre documentation émise par l’institution financière démontrant les autres valeurs déclarées dans la demande et les coûts liés à leur acquisition. 	Photocopie		
31	Existence et appréciation de la valeur des avoirs immobiliers (terrains et immeubles)			
	<p>Existence des avoirs immobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> Dans le cas d’une propriété résidentielle ou commerciale, le contrat d’achat final, le titre de propriété et, le cas échéant, l’inscription actualisée au registre foncier. 	Photocopie		
	<p>Valeur actuelle des avoirs immobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> Rapport d’évaluation professionnel préparé par une personne physique ou morale accréditée auprès des autorités compétentes. <p>Ce rapport doit indiquer, séparément, la valeur des édifices et du terrain. Il doit aussi contenir la description de la méthodologie et des sources de données utilisées par l’expert ainsi que la licence confirmant qu’il est officiellement autorisé à effectuer des évaluations immobilières.</p>	Original		
	<p>Date et prix d’achat des avoirs immobiliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> Preuves d’acquittement du coût d’achat et des taxes à l’immobilier (p. ex. : reçus). <p>Dans les pays ou les territoires où les prix d’achat inscrits sur la documentation présentée aux autorités sont basés sur des évaluations gouvernementales éloignées des valeurs transigées sur le marché immobilier (p. ex. : Iran, Vietnam, Taiwan, pays du sous-continent indien, etc.), le ou les contrats d’achat additionnels reflétant l’entièreté du prix d’achat transigé par les parties ou, en l’absence d’une documentation écrite, une déclaration écrite indiquant le prix d’achat effectif, accompagnée de preuves à l’appui de la déclaration.</p>	Photocopie		

Documentation sur le passif à court terme et à long terme

32	Emprunts bancaires (hypothèques, marges de crédit, cartes de crédit, autres emprunts bancaires, etc.), emprunts personnels (de particulier à particulier), impôts dus, mises en caution , etc.			
	Rapport de crédit personnel délivré par le registre public du crédit (p. ex. : Banque populaire de Chine) ou un registre privé (p. ex. : Equifax, Experian, TransUnion) dans les pays ou les territoires qui n'ont pas de registre public.	Original		
	Déclarations de patrimoine endossées par le fisc dans les pays ou les territoires où ce document existe (p. ex. : pays du sous-continent indien, Kenya, Suisse).	Photocopie		

Vous devez présenter la **version détaillée** de ce document. Il doit être présenté même s'il n'indique aucun historique de crédit.

Cette documentation doit couvrir au moins les cinq (5) dernières années fiscales complétées



IMPORTANT : Les documents suivants doivent être présentés dans l'ordre chronologique des entreprises, de la plus ancienne à la plus récente. De plus, les documents doivent être regroupés par entreprise.

Pour la personne candidate qui possède une entreprise

Valeur, performance et licéité de l'entreprise ou des entreprises de la personne requérante principale ou de son conjoint

Format exigé

Personne requérante principale

Époux(-se)/conjoint(e)

33	Existence légale, actionariat et investissement			
	Certificat(s) d'enregistrement de l'entreprise auprès du registraire des entreprises ou son équivalent et, le cas échéant, les extraits de la Gazette officielle ou du Journal officiel confirmant l'enregistrement de l'entreprise.	Photocopie		
	Carte ou certificat d'enregistrement fiscal de l'entreprise.	Photocopie		
	Extrait(s) complet(s) et récent(s) provenant du registraire des entreprises ou son équivalent.	Photocopie		
	Articles d'association ou ententes de partenariat et, le cas échéant, contrat de coentreprise ou leurs équivalents (p. ex. : mémorandums d'association, statuts ou conventions de société) ainsi que leurs amendements.	Photocopie		
	Documents appuyant le transfert des fonds investis dans l'entreprise (p. ex. : extraits bancaires pertinents).	Photocopie		
	Certificats bancaires des investissements au capital social accompagnés, le cas échéant, des rapports de vérification du capital préparés par un auditeur externe.	Photocopie		
34	Dans le cas d'une entreprise cotée en bourse			
	• Prospectus préparé en vue du premier appel public à l'épargne.	Photocopie		
	• Rapports annuels couvrant au moins les cinq (5) dernières années fiscales complétées.	Photocopie		

Ces documents sont délivrés par les autorités compétentes (p. ex. : registraire de commerce, ou des compagnies, chambres de commerce, guildes, ministères ou organismes de régulation, tribunaux, etc.) et consistent, généralement, en des licences d'exercice commercial, industriel ou professionnel.

Ces documents doivent indiquer l'état de situation actuel et l'historique des changements apportés au capital social et aux participations des partenaires.

Vous devez présenter ces documents pour les investissements faits durant au moins les cinq (5) dernières années.

Vous devez présenter ces documents si l'entreprise réside dans un pays ou un territoire où ils existent (p. ex. : Chine, Turquie, Égypte)

La traduction de ce document peut se limiter à l'histoire du développement de l'entreprise, à la structure du groupe d'entreprises dans lequel elle s'inscrit, aux relations avec des parties liées et à toute autre section mentionnant la personne requérante principale ou sa conjointe ou son conjoint.

Pour la personne candidate qui possède une entreprise (suite) Valeur, performance et licéité de l'entreprise ou des entreprises de la personne requérante principale ou de sa conjointe ou de son conjoint	Format exigé	Personne requérante principale	Époux(-se)/ conjoint(e)
35 Dans le cas d'une entreprise incorporée ou d'une entreprise actionnaire d'une ou de plusieurs entreprises (holding) ou est une société de personnes			
<p>Les rapports de mission d'examen doivent être préparés par un comptable agréé selon la norme internationale d'examen limité (<i>International Standard on Review Engagements 2400</i>) ou la norme qui leur correspond dans le pays ou le territoire où est établie l'entreprise. Ces documents doivent couvrir au moins les cinq (5) dernières années fiscales complétées.</p> <p>Les rapports d'audit doivent avoir été préparés sur une base annuelle (p. ex. : au début de 2023 pour l'année fiscale 2022) et avoir existé avant le projet d'immigration. Dans le cas contraire, des rapports de mission d'examen sont exigés (se reporter à l'élément précédent). Ces documents doivent couvrir au moins les cinq (5) dernières années fiscales complétées.</p> <p>Ces documents doivent couvrir au moins les cinq (5) dernières années fiscales complétées.</p> <p>Vous devez présenter ces documents si l'entreprise est établie dans un pays ou un territoire où les avis de cotisation à l'impôt sur les bénéfices des sociétés n'existent pas.</p> <p>Vous devez présenter ces documents si l'entreprise est établie dans un pays ou un territoire où il n'existe pas d'impôt sur les bénéfices des sociétés (p. ex. : les Émirats arabes unis).</p> <p>Vous devez présenter ce document même s'il n'indique aucun historique de crédit.</p> <p>Rapports de mission d'examen des états financiers ou, dans le cas d'un holding, rapports de mission d'examen des états financiers consolidés.</p> <p>Les rapports doivent contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un bilan, un état des résultats, un état des flux de trésorerie et un état des bénéfices non répartis pour chaque année ; • des annotations méthodologiques du comptable sur, notamment, les principes et les méthodes d'évaluation retenus, la comptabilisation des ventes, l'évaluation des inventaires et l'identification des immobilisations ainsi que l'évaluation de leur amortissement annuel par catégorie ; • des annotations informatives du comptable sur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> – les postes ventilés au bilan, – les postes ventilés au chiffre d'affaires par activité, – les postes ventilés des coûts d'exploitation et des coûts administratifs (incluant la masse salariale), – la nature des activités, la gamme de produits offerts, la structure de l'organisation et l'adresse des emplacements d'exploitation, – l'existence de prêts entre entreprises, leur nature et la possibilité de les recouvrer, – l'existence de ventes ou de prêts et d'emprunts de l'entreprise avec des parties liées, – la propriété et l'utilisation faite du ou des édifices dont la valeur figure au bilan, – le régime fiscal s'appliquant à l'entreprise. 	Original		
<p>Rapports d'audit des états financiers ou, dans le cas d'un holding, des rapports d'audit des états financiers consolidés. Les rapports financiers (de mission d'examen ou d'audit) doivent être accompagnés d'une documentation externe provenant des autorités compétentes (p. ex. : bureau des impôts, agence de crédit) appuyant la licéité des activités et la performance financière de l'entreprise.</p>	Photocopie		
<p>Avis de cotisation à l'impôt sur les bénéfices des sociétés.</p>	Photocopie		
<p>Déclarations d'impôts sur les bénéfices des sociétés avec toutes leurs annexes endossées par le bureau des impôts et les reçus de paiement de ces impôts pour les cinq (5) dernières années.</p>	Photocopie		
<p>Relevés bancaires de l'entreprise.</p>	Original	Si le Ministère en fait la demande par écrit	Si le Ministère en fait la demande par écrit
<p>Rapport de crédit d'entreprise issu d'un registre public de crédit (p. ex. : le registre maintenu par la banque centrale) ou d'un registre privé de crédit (p. ex. : celui d'agences comme TransUnion, Equifax, Experian).</p>	Original		

Pour la personne candidate qui possède une entreprise (suite) Valeur, performance et licéité de l'entreprise ou des entreprises de la personne requérante principale ou de sa conjointe ou de son conjoint		Format exigé	Personne requérante principale	Époux(-se)/ conjoint(e)
36	Dans le cas d'une entreprise individuelle			
	• État des résultats (profits et pertes).	Original		
	• Rapport d'évaluation détaillé de la valeur nette de l'entreprise individuelle.	Original		
	• Relevés du ou des comptes bancaires utilisés par l'entreprise.	Original	Si le Ministère en fait la demande par écrit	Si le Ministère en fait la demande par écrit

- Ces documents doivent être préparés par un comptable agréé et ils doivent couvrir au moins les cinq (5) dernières années fiscales complétées.
- Ce document doit être préparé par une firme spécialisée dans l'évaluation des actifs d'entreprise.

Document supplémentaire pour les personnes candidates originaires de l'Iran		Format exigé	Personne requérante principale	Époux(-se)/ conjoint(e)
37	• Preuve de la déclaration des employés à l'assurance sociale, si vous avez des employés.	Photocopie		

Document supplémentaire pour les personnes candidates originaires de l'Égypte		Format exigé	Personne requérante principale	Époux(-se)/ conjoint(e)
38	• Preuve de la déclaration des employés à l'assurance sociale, si vous avez des employés.	Photocopie		

Pour la personne candidate qui n'exerce pas ses activités dans le cadre d'une entreprise enregistrée		Format exigé	Personne requérante principale	Époux(-se)/ conjoint(e)
39	• Cartes de compétence, permis d'exercice ou autre document en vigueur dans son pays d'origine.	Photocopie		
40	• Déclarations de revenus personnels accompagnées des avis de cotisation pour les cinq (5) dernières années.	Photocopie		

Pour la personne candidate ayant reçu une donation ou un héritage Capacité financière du donateur et origine licite des donations ou héritage. Les donations reçues moins de six (6) mois avant la présentation de la demande ne sont pas admissibles.		Format exigé	Personne requérante principale	Époux(-se)/ conjoint(e)
41	• Dans le cas d'une donation : – Identification du donateur et preuves de sa capacité financière à effectuer un don et de l'origine licite des fonds et des biens reçus par donation (se reporter aux preuves exigées), – Documents attestant le transfert des fonds ou des biens reçus (p. ex. : preuve de transfert bancaire, transfert de titre de propriété, etc.).	Photocopie		
42	• Dans le cas d'un héritage : – Acte ou certificat de décès, testament notarié ou jugement de la cour confirmant la nature de l'héritage et documents attestant le transfert de la somme ou du bien à l'héritier.	Photocopie		

Examen d'une demande de sélection permanente en dérogation

Si vous détenez des informations ou des documents qui permettraient, à votre avis, d'appuyer votre sélection en dérogation, vous pouvez nous les soumettre pour qu'ils soient examinés avec les documents exigés dans le cadre de la présentation de votre demande. Pour les détails sur l'examen d'une demande de sélection permanente en dérogation, veuillez consulter le site web du Ministère au https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/immigration/publications-adm/gpi/GPI_ch4_sect1_Pouvoirs_derogatoires.pdf

Paiement des droits exigés



Le traitement de votre demande ne débutera qu'au moment où nous aurons reçu le paiement des droits exigibles. Si le paiement n'a pas été joint à votre demande ou s'il est insuffisant, nous vous retournerons votre demande.

Vous devez payer en devises canadiennes. L'argent comptant et les chèques personnels ne sont pas acceptés. Consultez le site Web du Ministère pour savoir quels sont les droits exigibles et les modes de paiement acceptés.

		Format exigé	Document requis
43	<ul style="list-style-type: none">Pour payer par carte de crédit (Visa, MasterCard, American Express), vous devez remplir le formulaire suivant et le joindre à votre demande :<ul style="list-style-type: none">Paiement par carte de crédit (Formulaire A-0591-F0)	Original	